

« SOUS NOS YEUX »

100 000 martyrs pour Genève 2

par Thierry Meyssan

Alors que la Conférence de Genève, en juin 2012, avait fixé les bases de la paix en Syrie, la guerre a repris durant un an et demi. 100 000 morts plus tard, les puissances étrangères qui ont planifié et alimenté le conflit ont fini par admettre leur défaite. Moscou et Washington envisagent donc de réunir une nouvelle conférence à Genève pour leur faire acter la victoire de la République arabe syrienne.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 11 NOVEMBRE 2013

عربي DEUTSCH ESPAÑOL ENGLISH PORTUGUÊS РУССКИЙ فارسی



La Conférence de Genève, en juin 2012, devait jeter les bases de la paix en Syrie. À l'époque, l'Otan avait renoncé à bombarder le pays comme elle l'avait fait en Libye, pour ne pas entrer en conflit avec la Russie et la Chine. La France de Nicolas Sarkozy avait négocié le retrait de ses conseillers militaires de l'Émirat islamique de Baba Amr et obtenu la restitution de ses officiers qui avaient été faits prisonniers. Logiquement, on pouvait estimer que l'État syrien avait gagné la partie et que le retour à la normale était proche.

Pourtant, le soir du 30 juin, la France, qui venait d'élire François

Hollande à sa présidence, émettait une réserve sur l'interprétation du communiqué final. Selon elle, le gouvernement de transition devant être accepté par toutes les parties, l'accord impliquait le départ définitif du président el-Assad. Une semaine plus tard, le président Hollande recevait à Paris la 3ème réunion des « Amis du peuple syrien » avec en *guest star*, Abou Saleh, le jeune journaliste de France 24 et d'Al-Jazeera qui avait fait régner la terreur à Homs. Finies les promesses de Sarkozy : puisque la guerre de 4ème génération (celle des mensonges médiatiques) avait échoué, on allait passer à la guerre de type nicaraguayen avec des dizaines de milliers de combattants étrangers.

Ce revirement de la France s'explique à la fois par l'appétit de quelques personnalités de la classe possédante et par la corruption de la nouvelle équipe dirigeante.

► Pour certains capitalistes, la crise économique de 2008 marque l'impossibilité de gagner beaucoup d'argent en France compte tenu de l'appauvrissement des classes populaires. Ils avaient donc poussé le président Sarkozy à préparer la guerre en Syrie et ont poursuivi ce projet lorsque celui-ci négociait le retrait français. Leurs intérêts ont été représentés à l'Élysée par le chef d'état-major particulier du président de la République, le général Benoît Puga, maintenu en fonctions par François Hollande.

► La campagne électorale de François Hollande a été principalement et illégalement financée par le Qatar. Ce minuscule émirat, jadis lié à la France, était gouverné depuis le coup d'État de 1995 par l'ambitieux cheik Hamad. Il autorise en 1999 Exxon-Mobil à exploiter sans limites le gaz du pays. En quelques années, le Qatar devient un géant mondial du gaz et *de facto* la propriété des Rockefeller. Le président Hollande choisit Laurent Fabius comme ministre des Affaires étrangères car il avait servi d'intermédiaire entre lui et l'émirat. Or, le ministre est ce qu'il est convenu d'appeler « un ami d'Israël ». À ce titre, il va pousser la France à « saigner » la Syrie.

L'attaque fut lancée le 18 juillet 2012 par un attentat qui coûta la vie aux membres du Conseil de sécurité nationale. Il s'en suivit une guerre d'un an et demi qui fit plus de 100 000 morts. Il est convenu de dire aujourd'hui que cette guerre n'aura pas de

solution militaire, les Contras étant remplacés au fur et à mesure de leur élimination.

Moscou et Washington parlent aujourd'hui d'une Conférence de Genève 2. En effet, le Royaume-Uni a opportunément été contraint de se retirer par un vote de sa chambre des Communes ; l'émir de Qatar a été contraint par les États-Unis à abdiquer ; la France n'a pas pu maintenir sa pression militaire depuis son opération au Mali ; la Turquie est trop divisée pour mener des opérations de grande envergure. Il ne reste à vrai dire qu'un seul joueur : l'Arabie saoudite.

Riyadh a établi son ministre-adjoint de la Défense à Amman pour y constituer une force de 50 000 mercenaires. Il avait été prévu que le bombardement chimique de la Ghoutta par les Contras avec du matériel turc donnerait le signal d'un retournement de situation. Les commandants alliés se réunirent à Amman pour mettre au point le changement de régime. Puis : rien.

En réalité, de même que Washington a contraint l'émir du Qatar à quitter la scène, de même cette excitation n'avait d'autre but que de contraindre l'Arabie saoudite au retrait. Après avoir hurlé de douleur et annoncé vouloir se venger des États-Unis, les Séoud sont apparemment rentrés dans le rang lorsque John Kerry est venu leur rappeler qu'ils ne sont installés sur leur trône que par la volonté de l'Occident. Dès lors, la Conférence de Genève 2 devrait se tenir soit début décembre, soit fin janvier. Les Alliés des États-Unis devraient enfin y entériner l'accord secret conclu entre Moscou et Washington, il y a un an et demi.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

Source : « 100 000 martyrs pour Genève 2 », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 11 novembre 2013, www.voltairenet.org/article180907.html